

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#28
MAI
2013

CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LES RÉACS... CONTRE LE GOUVERNEMENT ET L'AUSTÉRITÉ...



PRÉPARONS LA RIPOSTE !

EN MAI, REPRENONS LE CHEMIN DE LA RUE !

Le plus gros mensonge de Cahuzac n'est pas d'avoir dit qu'il n'avait pas de compte en Suisse... C'est d'avoir affirmé pendant près d'un an que les sacrifices budgétaires étaient inévitables. Et s'il n'est plus là, sa politique reste bien en place.. En témoignent l'annonce d'une coupe de 100 millions d'euros dans l'Enseignement supérieur, les insuffisances des créations de postes dans l'Éducation ou le vote par les députés de l'Accord national interprofessionnel (ANI) qui facilitera les licenciements, les baisses de salaires et les augmentations de temps de travail... Pas étonnant, avec un tel bilan, que Hollande soit, avec 24 % d'opinions positives, le président le plus impopulaire de l'histoire !

La droite et l'extrême droite tentent d'en profiter et de se refaire une santé... Comme si elles proposaient autre chose que l'austérité et les cadeaux aux plus riches ! Leur principal terrain d'opposition est

le refus du droit au mariage pour tous et toutes. Refuser des droits à une partie de la population, ça n'a pourtant rien à voir avec une solution contre le chômage et la précarité. L'accès à de nouveaux droits ne retire rien à personne, tandis que les cadeaux au patronat sont faits avec les milliards volés aux services publics et aux salariés !

C'est aux jeunes, aux exploités et aux opprimés d'occuper la rue, de ne rien lâcher. Depuis un an, ce gouvernement a fait des choix clairs : envoyer la police sur les ouvriers en lutte, voter l'ANI, expulser autant de sans-papiers que sous Sarkozy, offrir des milliards aux entreprises via les exonérations de cotisations sociales... Allons-nous le laisser continuer quatre ans de plus ?!

Nous n'allons pas attendre sagement les prochaines élections, ni croire qu'un simple changement des institutions suffirait à mettre fin à cette

situation sociale catastrophique. Qu'un régime soit présidentiel, comme dans la Cinquième République française, ou parlementaire, comme en Grèce et en Italie, le problème reste le même. Tant qu'une minorité de possédants contrôlera l'économie et les leviers du pouvoir, elle cherchera à nous faire payer sa crise et à nous imposer l'austérité.

Dans une réelle démocratie, la majorité de la population déciderait de la répartition des richesses, de ce que l'on produit, où et comment. Elle agirait pour le bien-être de tous et toutes, pour la sauvegarde de la planète et l'épanouissement de chacun et chacune.

Ne laissons pas la rue aux démagogues qui veulent continuer à nous faire payer. Prenons-là contre la droite, l'extrême droite et le gouvernement !



PRÉPARONS LA RIPOSTE CONTRE FIORASO

Le 18 mars, le gouvernement a, dans la même soirée, annoncé la version définitive de la réforme des universités et une baisse de 100 millions d'euros de budget. Son objectif est clair : réorganiser les universités pour y appliquer l'austérité et répondre aux besoins des capitalistes.

Le changement c'est pire qu'avant !

Dans le cadre des nouveaux regroupements universitaires, la réforme prévoit qu'il ne pourra pas y avoir d'offre concurrentielle entre les établissements. Si deux établissements délivrent une licence de droit et sont dans le même regroupement, l'une d'elle devra abandonner cette formation. Les étudiants devront se déplacer plus loin, voire déménager pour suivre les cours de leur choix.

Le gouvernement ne cache pas son but de faire des économies. La ministre le note dans son projet de loi, qui fera fonctionner l'Enseignement supérieur à moyens constants.

Dans le cadre du regroupement, on pourrait même transférer certaines formations d'élite à des établissements privés avec énormément de moyens et on laisserait les filières poubelles dans les universités qui subissent les coupes budgétaires.

Imposons notre changement !

La réforme est contradictoire avec la possibilité pour tous les jeunes d'accéder à des études de qualité et de leur choix. Elle va articuler l'austérité dans les universités avec des regroupements. Les facs pourront faire face à des coupes budgétaires de plusieurs millions d'euros et imposeront l'austérité aux personnels et aux étudiants, remettant en cause le droit à l'éducation pour tous et toutes.

Nous devons imposer notre propre changement : une augmentation de 5 milliards d'euros pour le budget de l'Enseignement supérieur, l'embauche de 10 000 enseignants, la fin de

l'autonomie et de la concurrence entre les universités...

Car de l'argent il y en a ! Dans l'Enseignement supérieur plus de 5 milliards d'euros sont donnés aux entreprises comme PSA ou Sanofi... Sans parler des centaines de milliards d'euros qui existent dans les poches suisses de Cahuzac et de ses amis.

Dans toutes les universités, il faut préparer le terrain pour une grève étudiante à la rentrée, en s'organisant au niveau de chaque fac, mais aussi en



regroupant à l'échelle nationale toutes les organisations et tous les étudiants qui veulent en découdre. La fin de l'année, la tenue des examens, puis le moment des inscriptions doivent nous servir à nous regrouper et à élaborer

du matériel pour nous adresser à nos camarades d'amphi et de TD.

Hermann (Comité jeunes

92 nord)

AVEC PEILLON COMME AVEC CHATEL : UN LYCÉE AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE

Sur l'autel du grand capital, notre éducation est saignée à blanc par le nouveau gouvernement. Il avait pourtant fait de la jeunesse sa priorité de campagne avec les fameuses 60 000 créations de postes. En réalité, il ne s'agit en grande majorité que de postes d'encadrement et non d'enseignement, des remplacements de départs à la retraite et des postes « piqués » aux autres secteurs du service public. La Santé, par exemple, aura 35 000 emplois en moins.

La réforme prévoit un renforcement de la décentralisation pour la gestion des lycées par les régions. Les régions les plus riches auront des lycées d'élite, les plus pauvres des lycées « poubelles ».

Elle prévoit aussi l'ingérence des entreprises dans les conseils d'administration : en fonction des « besoins prévisionnels des bassins d'emplois locaux », elles pourront soumettre des projets qui influenceront

les choix d'enseignements. Le bac sera donc différent selon l'endroit où nous le passerons.

Nous étions habitué-e-s à voir des systèmes de sécurités s'installer dans les lycées gérés par des régions présidées par le PS. Désormais, nous avons des « assistant-e-s chargé-e-s de prévention et de sécurité ». Ces derniers-ères ont en partie le rôle de « sensibiliser les élèves au respect de l'autorité », un flicage de la jeunesse

largement institutionnalisé depuis des années et renforcé sous un gouvernement se disant de gauche.

Face à ces nouvelles attaques contre la jeunesse, la mobilisation est nécessaire. Nous devons lutter contre les classes surchargées, pour la création de postes jusqu'à ce qu'il y ait un maximum de 25 élèves. Contre la criminalisation de la jeunesse et l'ingérence du patronat, nous devons porter le projet d'une éducation émancipatrice.

Pour réussir, cette mobilisation se doit de dépasser le cadre local et la grève ponctuelle. Elle doit entraîner avec elle l'ensemble du personnel enseignant et encadrant pour conduire à une mobilisation nationale, accompagnée d'une grève reconductible.

Stéphane (Comité Nîmes)

DEUX JEUNES TUÉS AU TOGO

Les 15 et 17 avril, un collégien et un étudiant ont été tués par la police au cours de manifestations au Togo. Depuis trois mois, une mobilisation pour des revendications budgétaires réunit enseignants, étudiants et lycéens, alors que le pays est sommé par le FMI de couper encore dans les budgets. La police, elle, ne semble pas touchée par ces économies.

SOLIDARITÉ ANTI-RÉPRESSION AU MEXIQUE

Cinq étudiants de l'Université nationale autonome du Mexique ont été exclus suite à l'occupation des locaux de la fac en février. Le week-end du 20 avril, une vingtaine de leurs camarades a engagé une occupation des locaux de

la présidence. Plus grande université du pays, l'UNAM est un haut lieu de la contestation. À l'heure où nous écrivons ces lignes, l'occupation dure toujours et une mobilisation étudiante pourrait en être le débouché.

TOULOUSE, PAS TOUJOURS ROSE

L'Institut d'études politiques de Toulouse est en grève depuis début avril. Déjà obligé de puiser dans ses réserves pour survivre, l'IEP a appris que ses locaux n'étaient pas aux normes pour accueillir des étudiants. En décembre dernier, le CA a rejeté le budget, avant d'être contraint de le valider en janvier. Un mois plus tard, Fioraso annonce une coupe de 5 % de sa dotation de fonctionnement, plus de 90 000 euros. La solution : l'augmentation des frais d'inscription à plus de 1000 euros. Un avant-goût du sort des universités publiques ?

CHILI : LES ÉTUDIANTS REMETTENT ÇA

Le 11 avril, plus de 150 000 étudiants ont envahi les rues du Chili, pour revendiquer la gratuité de l'éducation. Alors que la réforme de l'enseignement sera un enjeu majeur de la présidentielle en novembre, le gouvernement cherche à étouffer le mouvement. 109 personnes ont été arrêtées. Il craint la reprise du mouvement mené il y a deux ans, qui avait posé la question du contrôle de l'État sur les richesses du pays et leur utilisation pour les services publics.

LIÉVIN : SAUVER UNE CPE

Le 4 avril, le lycée Henri Darras à Liévin (62) a appris la suppression d'un poste de CPE. Lycéens, enseignants et surveillants se sont réunis en AG à plus de quatre cents. Une pétition initiée par les lycéens a recueilli plusieurs centaines

de signatures et le lycée a débrayé pour se rendre à la mairie. Le député-maire PS ne les a pas reçus avant les vacances. Mais la rentrée pourrait être chaude !

C'EST PAS DES BÊTISES

Plus d'une cinquantaine de lycéens de Fénelon à Cambrai (59) ont débrayé le 12 avril pour manifester contre la suppression de douze postes à la rentrée prochaine. À voir en vidéo : http://www.dailymotion.com/video/xyxyp9_gre-ve-des-lyceens-de-fe-nelon_news

ISLAMOPHOBIE DÉVOILÉE

Après l'invalidation du licenciement par une crèche privée d'une salariée voilée, le gouvernement envisage d'interdire le port du voile dans les structures accueillant des enfants et dans les entreprises ayant « un contact

avec le public ». L'UMP renchérit en déposant une proposition de loi pour limiter l'expression religieuse dans les entreprises, voire à l'université.

Un N-ième débat sur la laïcité en perspective... avec tous ses dérapages.

LA DROITE EN A RÊVÉ... VALLS LE FAIT

Une nouvelle circulaire réduit à cinq jours l'évaluation des jeunes arrivés seuls sur le territoire français. Cela implique la fermeture ou la transformation en structures d'hôtellerie les actuels foyers d'accueil. Les jeunes mettent souvent plus que cinq jours pour récupérer des documents d'identité prouvant leur âge. La solution sera une multiplication des examens de maturation osseuse... dont la fiabilité n'est pas totale. Et ceux qui n'auront pas prouvé leur minorité se retrouveront à la rue. Valls n'a rien à envier aux tests ADN de Sarkozy.

MARIAGE POUR TOUS : ET MAINTENANT LUTTONS POUR L'ÉGALITÉ TOTALE !

La loi autorisant les couples de même sexe à se marier et à adopter a enfin été voté par l'Assemblée. C'est une victoire pour le mouvement LGBT qui se bat depuis trente ans pour que l'homosexualité, la bisexualité et la transsexualité ne soient plus considérées comme anormales. Cette avancée est un point d'appui pour continuer à se battre pour l'égalité complète des droits civiques, mais aussi dans les mœurs et dans la société.

Cette loi, c'est un peu le minimum syndical

La loi ne veut malheureusement pas dire la fin de l'homophobie et de la transphobie. Aujourd'hui, la société ne tolère toujours pas que les gens vivent leur sexualité comme bon leur semble. Ce n'est pas seulement que la société est arriérée ou que des gens sont méchants. Il y a bien une volonté de ceux qui nous gouvernent de nous diviser, entre homos et hétéros,

entre Français et étrangers, etc. Ainsi, nous ne nous unissons pas contre ceux qui volent les richesses que nous produisons.

C'est un des facteurs de division qui marchent le mieux. Les anti-mariage pour tous s'appuient sur cette division en disant par exemple « occupez-vous du chômage pas du mariage ». Comme si l'explosion du chômage était due aux homos et pas aux patrons !

Pour mettre fin à la division et donner l'égalité à toutes et tous, il faut mettre fin à l'homophobie dans toutes les sphères de la société, à commencer par l'école. Actuellement, elle est un vecteur des normes sexuelles. On nous explique que la norme c'est d'être hétéro et qu'être homo, c'est être anormal - bien que toléré. Il faudrait mettre en place des cours d'éducation sexuelle où toutes les formes de sexualité soient enseignées.

Ensuite, il faudrait donner les moyens aux jeunes de faire leurs propres choix

de sexualité. Cela passe par la mise en place d'une allocation d'autonomie. Elle permettrait à tous les jeunes de ne plus dépendre financièrement de leurs parents et donc de vivre leurs vies. Il est aussi indispensable d'ouvrir des foyers d'accueil pour tous les jeunes qui sont virés de chez eux parce qu'ils ou elles sont LGBT.

Enfin, donner les mêmes droits à tous, c'est donner accès aux lesbiennes à la procréation médicalement assistée, puisqu'elle est déjà accessible aux couples hétéros.

Donner réellement l'égalité des droits n'est pas difficile à faire en réalité. C'est une question de choix. Tant qu'on vivra dans cette société où c'est le profit d'une minorité qui prime, on n'obtiendra pas l'égalité : le pilier de cette société, c'est la division des exploités et des opprimés entre eux. Il faut réaffirmer la solidarité entre tous ceux qui subissent les inégalités et l'exploitation. Être pour l'égalité des droits entre les homos et les hétéros,

DATES DES MARCHES DES FIERTÉS LGBTI

4 mai : Chalon-sur-Saône

11 mai : Brest

25 mai : Dijon, Tours

1er juin : Angers, Auxerre,

Lille, Montpellier, Nancy

8 juin : Bordeaux, Rennes

15 juin : Lyon, Metz,

Nantes, Strasbourg,

Toulouse

22 juin : Biarritz, Caen

29 juin : Paris

6 juillet : Le Mans

13 juillet : Nice

20 juillet : Marseille

(Europride)

c'est être pour l'égalité et l'unité de tous et toutes, c'est affirmer que nous avons les mêmes intérêts, qu'on soit homos, hétéro, bi ou trans !

17 mai, seront des échéances pour affirmer que ce combat continue !

Anim Deneuf (Comité jeunes

92 nord)

Les marches des fiertés et la journée mondiale contre l'homophobie, le

QUELQUES BILANS DU 83ème CONGRÈS DE L'UNEF

Le 83ème congrès national de l'UNEF s'est tenu dans un contexte où l'Enseignement supérieur subit depuis plus de dix ans une politique de libéralisation. Cela se traduit par l'austérité concrète dans les universités. Fioraso, la ministre de l'ESR, poursuit la politique de sa prédécesseure. La nouvelle loi cadre, dénoncée par l'ensemble de la communauté universitaire sauf par la direction de l'UNEF, adapte plus fortement les diplômés et les universités à l'économie.

La direction de

l'UNEF s'adapte à

la libéralisation de

l'enseignement supérieur

Sans surprise, la direction de l'UNEF poursuit sa ligne d'adaptation depuis plusieurs années aux réformes libérales. Son soutien quasi-inconditionnel à la loi Fioraso, malgré la faiblesse des pseudo victoires (une vague promesse d'un cadrage national des diplômés renvoyé à un arrêté futur) en est la meilleure preuve. La seule politique qui a été discutée et qui sera mise en œuvre est celle de l'appareil : la négociation et l'interpellation en faisant croire que par ce biais ce sont les étudiants qui agissent et se mobilisent. Aucune feuille de route ne ressort du congrès pour les militants. Cette orientation est d'autant plus dommageable que l'UNEF est en perte de vitesse. Preuve en est la diminution significative du nombre de participants depuis le dernier congrès, tant lors des AG locales que lors du congrès national. De manière inégale, on assiste à un essoufflement des équipes dans les sections syndicales locales (les AGE).



Du côté de la TMAS : des ambiguïtés qu'il faudra clarifier...

Les jeunes du Front de Gauche sont les principaux animateurs de la Tendance pour une majorité d'action syndicale (TMAS). Le congrès national a révélé la fragilité de cette tendance. Elle dénonçait la loi Fioraso sans appeler à son retrait (« il ne s'agissait pas d'une attaque en soi » pour la Gauche unitaire), expliquant qu'il fallait mobiliser sans donner de plan de bataille précis. La TMAS était prise dans ses contradictions. Les ambiguïtés sur la nécessité de s'opposer clairement à la casse des universités par une mobilisation étudiante ont paralysé son intervention dans le congrès. Elle a surtout été absorbée par ses luttes internes, les réunions de tendance se succédant sans parvenir à masquer l'absence d'accord sur le fond. Tentant de se présenter comme crédible pour la direction du syndicat, son orientation n'est pas apparue comme une alternative. Pourtant, face à l'offensive du gouvernement, il faut une réponse claire et tournée vers la construction des luttes sociales. De nombreux militants de la TMAS partagent cette vision. Il faudra trouver les moyens d'agir ensemble dans les mois qui viennent.

Avec la TSC, la volonté de regrouper largement pour mobiliser face à l'austérité

Les jeunes du NPA sont partis prenantes avec d'autres de la construction de la Tendance pour un syndicalisme combatif (TSC). Elle a été la seule tendance à être capable de proposer une orientation alternative de A à Z à la direction du syndicat (retrait de la loi Fioraso, combattre l'austérité dans les universités, une stratégie syndicale fondée sur la mobilisation des étudiants pour inverser le rapport de force...). Par ses interventions dans le congrès, la TSC a polarisé l'essentiel de la discussion et a pu s'adresser aux militants du syndicat qui refusaient de s'adapter comme le propose la direction. Ainsi, la TSC a pris l'initiative d'une réunion commune à tout ceux qui veulent agir contre la loi Fioraso et l'austérité dans les universités. Cette réunion a été une réelle réussite et pourrait déboucher sur une campagne commune d'ici la fin de l'année, pour les chaînes d'inscriptions, ainsi qu'à une date de mobilisation à la rentrée prochaine.

Ce regroupement pour l'action, pour coordonner les militants qui veulent agir ensemble contre la loi Fioraso et l'austérité dans les universités, est une bonne nouvelle. C'est une première étape pour construire une mobilisation victorieuse des étudiants !

Dany Dahn (Comité jeunes Lille)

CAMPAGNE BDS



a publiquement protesté contre l'utilisation de son logo dans le dossier de presse du Consulat. Le photographe Patrick Zachmann a demandé à ne plus figurer dans ce même dossier de presse, ainsi que les Instants Videos, organisateurs de la manifestation internationale. Le directeur de la manifestation a dû s'expliquer sur

Dans le cadre de « Marseille capitale européenne de la Culture 2013 », le Consulat israélien a lancé une campagne de propagande à travers une quarantaine de manifestations culturelles. Des artistes, écrivains et responsables culturels de la ville ont appelé à leur boycott. Ils ont rencontré un large écho. Leur appel compte aujourd'hui plus de 400 signataires. La Friche de la belle de Mai, l'une des plus grosses structures culturelles marseillaises,

France 3, déclarant que le Consulat en avait « trop fait ».

Le 21 avril, l'inauguration officielle de la semaine de « l'excellence israélienne » a été un bide, les manifestants pro-Palestiniens y étant plus nombreux.

Également à propos de la campagne BDS : les étudiants de l'Université de Californie soutiennent la campagne de désinvestissement, à voir sur <http://www.bdsfrance.org>

Dans ce numéro

Dossier : Écologie, notre avenir vaut plus que leurs profits ! Pages 4-5
Notre-Dame-des-Landes : La victoire est possible

Scandales alimentaires
Les droits à polluer, un marché comme un autre
Areva criminel

Formation : Pour sortir de la crise écologique, sortir du capitalisme

Page 6

International
Interview d'un militant vénézuélien
Mali
Rencontres Internationales de Jeunes

Page 7

Funky : 24 heures dans la tête de...
Culture : Zombies, lutte des classes et idéologie

Page 8

Page 8

NOTRE AVENIR QUE LEURS

NOTRE-DAME-DES-LANDES : LA VICTOIRE EST POSSIBLE

TAV Lyon-Turin

Le Treno ad Alta Velocità (TAV) est un projet de ligne à grande vitesse entre Lyon et Turin. L'inclinaison de la ligne actuelle fait que le fret revient trois fois plus cher pour les patrons que sur une ligne plate. Pour augmenter les bénéfices de quelques uns, surtout des grandes entreprises de BTP qui construiront le projet, il a été décidé de trouser la montagne, malgré les nombreuses sources d'eau potable utiles aux populations. La roche contient de forts taux d'uranium et d'amiante. Les déblais doivent être entreposés sur des terrains naturels. La lutte contre ce projet désastreux est rapidement devenue une lutte de classe, contre les grands patrons et les politiciens. Une zone libérée, autogérée, la République libre de Maddalena a même vu le jour durant l'été 2011. En mars, 80 000 personnes se sont rassemblées pour dénoncer le projet. L'an dernier, la cour des comptes a estimé que le projet serait « peu fiable » et « peu rentable ». Même les capitalistes le disent !

Fukushima deux ans après

Deux ans après la catastrophe de Fukushima, les Japonais continuent de se mobiliser pour que le gouvernement cesse les activités nucléaires. Suite aux élections législatives de décembre 2012, le parti libéral-démocrate sorti majoritaire souhaite les relancer. La contestation de la population, d'associations et d'ONG, est pourtant forte. Le PLD est de longue date pro-nucléaire mais il a su, au cours de sa campagne, détourner l'attention des électeurs en mettant en avant les « enjeux économiques de la nation ». Des milliers de manifestants se sont rassemblés à l'occasion du deuxième anniversaire de Fukushima pour exprimer leur opposition à un redémarrage de l'activité nucléaire.

Après le succès de l'événement « sème ta ZAD » qui a regroupé plus d'un millier d'opposants au projet d'aéroport, la lutte doit continuer !

Une aberration écologique...

Le projet de construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes (44) est une aberration : il se fait dans un partenariat public-privé entre Vinci et l'État. Si le projet est une réussite, les bénéficiaires iront à Vinci ; si c'est un échec, les collectivités territoriales et l'État mettront la main à la poche. Aberration écologique également, car son impact sur l'environnement sera dramatique. L'aéroport supprimerait près de 2 000 hectares de terres agricoles et affecterait des zones humides alors que 16,5 % des terres de Loire-Atlantique sont déjà bétonnées et que l'artificialisation y progresse plus vite qu'ailleurs. Au lieu de développer de tels projets, l'État devrait soutenir le développement de réseaux de transports locaux, la remise en état des infrastructures ferroviaires... Mais le choix des dirigeants est fait depuis longtemps : mettre en place un projet extrêmement coûteux et inutile. L'État

a trouvé 254 millions d'euros afin qu'un deuxième aéroport voit le jour à côté de Nantes, quand on sait que celui de Nantes-Atlantique est loin d'être saturé. L'objectif est de rendre attractive et compétitive la région de Nantes et de Rennes, à l'échelle européenne et même internationale, au détriment des zones rurales.

... et économique

La lutte est d'autant plus importante qu'elle permet de combiner deux enjeux majeurs. Elle pose la question du choix de société, elle montre que la lutte écologiste est incompatible avec les logiques capitalistes. Les régions doivent être les plus compétitives possible, faire face à la concurrence internationale. Leur transformation en vitrines du capitalisme globalisé, se fait sans aucune consultation des populations.

Ce mouvement se pose aussi en opposition à la politique menée par le gouvernement Hollande-Ayrault. Projet porté par l'ancien maire de Nantes et actuel Premier ministre, l'« Ayraultport » illustre une politique écologique et sociale dans la droite ligne de celles des gouvernements précédents.

Notre rôle en tant qu'anticapitalistes, au-delà de participer ou d'être à l'initiative des mobilisations rejetant ce projet, est de faire le lien entre Notre-Dame-des-Landes et les politiques capitalistes menées à l'échelle de la planète.

Continuons le combat !

Malgré la répression intense, les expulsions des occupants de la zone, la ténacité du gouvernement... nos dirigeants ont décidé de retirer les gendarmes présents sur le site. Ce retrait intervient après la publication de trois rapports préconisant des études complémentaires avant le lancement des travaux. Le début des travaux est donc retardé de six mois. Certes, cela ne signifie pas pour autant que Hollande est en train de reculer. Mais nous devons nous saisir d'occasions comme celle-là pour taper encore plus fort. Nous ne pourrions gagner qu'en créant un rapport de force suffisant pour faire plier Vinci et le gouvernement. Il passe par une mobilisation unitaire d'ampleur.

Faire reculer le gouvernement

Une victoire de cette lutte serait d'abord la démonstration que la lutte collective paye, et que si l'on veut obtenir des avancés de la part de ce gouvernement, c'est dans la rue qu'il faudra aller les chercher. Cela pourrait également constituer une première étape vers la construction d'autres mobilisations ; une première victoire contre la politique de Hollande serait un point d'appui pour redonner confiance à l'ensemble du mouvement social.

L'occupation de la zone d'aménagement différé (ZAD) ayant pris une place importante dans la lutte contre ce projet, la réussite de la chaîne humaine qui aura lieu le 11 mai autour de la zone à défendre est nécessaire. Faisons donc en sorte que cette journée de mobilisation soit une réussite !

Chloé (Comité jeunes Le Mans)

Pour participer à la chaîne

humaine du 11 mai, prenez

contact avec le NPA !

SCANDALES ALIMENTAIRES : À QUI PROFITE LE CRIME ?

Les scandales alimentaires rythment aujourd'hui nos vies, que l'on parle de farine animale, de poulet aux dioxines, d'excréments dans les tartes ou encore de lasagnes au cheval. Quelle peut être l'efficacité des réponses apportées aujourd'hui par les industriels, les organisations mondiales et nos gouvernements ? On nous propose des labels, qui sont là pour rassurer nos craintes de consommateur... mais quand on sait que le label bio européen tolère les pesticides, ainsi que 0,9 % de présence d'organismes génétiquement modifiés, peut-on réellement s'y fier ? La nourriture qui arrive dans nos assiettes a parcouru en moyenne 5000 km, et l'opacité est telle qu'il est bien

difficile de savoir précisément ce que l'on mange.

Nos estomacs valent plus que leurs profits

Des solutions individuelles sont mises en avant, telles qu'acheter local, manger local, et se débrouiller pour tout connaître de ce que l'on glisse dans nos assiettes. Mais cela s'apparente à un véritable parcours du combattant qui certes n'est pas à la portée de tous, faute de temps, faute d'argent. S'il est facile en effet d'imaginer cela de la part du jeune cadre qui a le temps et l'argent pour soigner son hygiène de vie, imagine-t-on aussi facilement la

même chose pour une famille plongée dans la misère et la précarité ou encore pour un étudiant qui peine à joindre les deux bouts en fin de mois ? Bref, si les solutions individuelles sont pleines de bon sens, elles ne font que multiplier les inégalités entre ceux qui peuvent, et ceux qui ne peuvent pas.

Ces solutions, ces labels, ne sont que des pansements sur un système profondément gangréné dont la logique même n'est pas de bien nourrir la population, mais de la nourrir en faisant le maximum de profit. D'où notamment le gâchis de milliers de tonnes de nourriture chaque jour... Et tant qu'on ne s'opposera pas collectivement aux marchés, aux multinationales, aux

organisations mondiales, telles que l'OMC, tant qu'ils trouveront plus rentables de faire voyager votre steak, tant qu'on ne leur imposera pas de produire en fonction des besoins, et non des profits, on sera toujours secoué par des scandales.

Réduire la distance dans la chaîne alimentaire entre le producteur et le consommateur, développer une véritable agriculture respectueuse du produit et de l'environnement... tels sont les combats primordiaux. Il est temps de redevenir les maîtres de notre alimentation !

Ife (Comité jeunes Lille)

VAUT PLUS PROFITS !

LES DROITS À POLLUER, UN MARCHÉ COMME UN AUTRE

Les trois quarts du CO2 en excès contenu dans l'atmosphère proviennent des pays riches. Les principaux pays émetteurs en proportion de leurs populations, sont ceux où les habitants se sont le plus affranchis d'un rapport direct à la nature. Les incidences sur les écosystèmes y frappent moins directement les êtres humains.

Un phénomène global, surtout pour les pauvres

Cela ne signifie pas que les populations les plus aisées échapperont éternellement aux conséquences des changements climatiques. Mais elles se font moins sentir au quotidien ; en cas de catastrophe dans un pays riche (canicule, ouragan comme à la Nouvelle-Orléans en 2005...), les plus pauvres subissent les conséquences les plus tragiques. Quant aux pauvres des pays du Sud, la grande majorité de l'humanité, les impacts des changements climatiques sont plus directs et fréquents. Le Groupe international d'étude sur le climat (GIEC) et de nombreux scientifiques ont évalué ces impacts pour les domaines suivants : crises alimentaires,

sécheresses et inondations, épidémies, migrations climatiques... Les infrastructures comme les moyens médicaux ne sont pas à la hauteur des besoins à venir.

La crise écologique aussi, les capitalistes veulent la faire payer aux travailleurs

Face à l'urgence climatique, les capitalistes réagissent en... se réunissant régulièrement ! Le protocole de Kyoto et autres déclarations d'intention n'ont pas empêché les émissions de gaz à effet de serre d'augmenter d'au moins 25 % en 25 ans. Ce protocole a mis en place deux dispositifs inefficaces et injustes : le « Marché des droits d'émission » et les « Mécanismes de développement durable ». Le premier est une distribution de quotas d'émission de gaz à effet de serre (GES) si inéquitable que tous les pays ont des excédents de « droits d'émission ». Le second est un échange entre droits d'émission au Nord et investissements « propres » dans les pays du Sud. Il n'a qu'une portée limitée et sert à couvrir

abus et combines. Ces deux dispositifs accentuent la domination des pays riches sur les pauvres, de ceux qui ont l'argent pour acheter les droits d'émission sur les autres.

Lors de Rio +20 en 2012, les bases alarmantes d'une « économie verte » ont été jetées. Les capitalistes ne cesseront de polluer que si cela devient rentable pour eux. On ne les contraindra jamais à abandonner les énergies fossiles. Leur solution est de créer une « économie verte » en privatisant les forêts, l'eau, l'atmosphère, les sols, le rayonnement solaire, le vivant en général et la gestion des déchets !

Mais les privatisations ne suffiront pas à rendre attractives les énergies propres. Le rapport prévoit de baisser les « charges » sociales des employeurs et de créer des emplois précaires. Les droits à polluer seront échangeables et les entreprises qui investiront dans ces énergies « vertes » recevront des aides publiques. Une fois les privatisations réalisées, nous paierons une addition supplémentaire avec des coûts incontrôlés de l'énergie. Les entreprises n'auront plus qu'à encaisser.

guerre aggrave. Areva fournit elle-même l'accès aux soins des populations de la région. Forte de son expérience pour éviter la mauvaise publicité, les médecins « made in Areva » ne détectent pas chez leurs patients les pathologies radio-induites qui déciment pourtant la région.

Les conséquences écologiques sont également profondes : destruction massive de la faune et de la flore, contamination de l'air par les poussières et gaz radioactifs... Les deux grandes nappes fossiles de la région s'épuisent, ce qui à court terme sera irréversible. Cette situation dramatique au Niger est malheureusement le miroir de l'ensemble des zones d'exploitation d'uranium africaine, qu'elles soient en service ou même fermée depuis des années.

AREVA CRIMINEL

Comme à l'époque des colonies, Areva poursuit au prix du sang le pillage de l'uranium au Niger.

La Françafrique, toujours d'actualité

Le mythe de « l'indépendance énergétique » est tenace. Indépendance, car là où la France extrait son uranium, c'est toujours un peu la France... Les « bonnes habitudes » de la Françafrique remontent à loin : quarante ans d'extraction française d'uranium au Niger ont spolié les ressources du pays et saigné l'ensemble des terres agro-pastorales avoisinantes aux sites miniers.

Comme toujours, la France intervient militairement en Afrique pour garder la main sur la région. Aujourd'hui encore avec la guerre au Mali, il s'agit de

sécuriser les mines d'uranium d'Areva au Niger ainsi que celles en construction. L'armée française s'illustre comme le « service sécurité » le plus performant pour les multinationales françaises. On suppose d'ailleurs que les coûts humains s'inscrivent à la colonne « dommages collatéraux », dans la facture de l'armée française envoyée à Areva...

Ce « service sécurité » est financé par nos impôts, souvent au détriment des services publics nécessaires aux classes populaires (santé, éducation...).

Une exploitation sans limite

Un silence de plomb entoure les conséquences de l'exploitation au Niger. L'ampleur de la crise humaine et sanitaire est sans précédent, que la

On ne peut compter que sur nos propres forces

En attendant que l'air et le soleil deviennent rentables, les capitalistes continueront de polluer et de nous demander de faire des efforts individuels. C'est pourtant leur soif de profits qui crée un gâchis monstrueux, pas le robinet qui reste ouvert quand on se brosse les dents ! On ne peut pas compter sur les profiteurs de ce monde pour en finir avec les énergies fossiles et le gaspillage en général.

Ce ne sera possible que dans une économie planifiée en fonction des besoins humains, à l'inverse de la logique de rentabilité. Il faudra créer le rapport de force afin d'exproprier sans indemnité ni rachat les grandes entreprises. Ce n'est que par l'appropriation par les travailleurs et la population de leur outil de travail que nous imposerons d'autres choix.

Solen et Marie (Comité jeunes Sorbonne)

Aujourd'hui la France intervient militairement au Mali pour les mêmes raisons qu'hier. Le réseau de la France-à-fric fait payer « l'indépendance énergétique » au prix du sang des populations des anciennes colonies. Cela s'accompagne de la destruction massive et parfois irréversible des ressources naturelles. Le nucléaire n'est une « énergie propre » pour la France... seulement lorsqu'elle a l'Afrique comme décharge en plein air.

Jo (Comité jeunes Paris 1)

L'eau : une lutte contre la propriété privée

L'eau, denrée rare et pourtant indispensable, fait toujours l'objet de multiples convoitises. Au Mexique le groupe Coca-Cola a obtenu dix-neuf concessions d'eau (pour l'extraire, et rejeter ses déchets industriels dans les eaux publiques). L'ancien président du pays est aussi celui de Coca pour l'Amérique latine...

L'État du Chiapas dans lequel est situé l'usine est aussi celui où se concentrent plus de 50 % des réserves d'eau tandis que 60 % des foyers n'ont pas accès à l'eau courante. Ces pratiques ont fait naître des tensions, en imposant aux peuples autochtones de se déplacer, engendrant la pauvreté et la malnutrition. Les boissons du groupe sont pour la plupart moins chères et de meilleure qualité que l'eau à laquelle ils ont accès.

Ces événements ne sont pas sans rappeler les résistances des peuples de Bolivie dans les années 2000, lorsque le grand groupe français Suez était entré dans la gestion de l'eau du pays. Cette privatisation avait donné lieu à des affrontements violents, faisant 86 morts du côté des populations, mais aboutissant à une victoire et au départ de Suez.

Voir le film *Tambièn la lluvia* qui met en scène cette lutte.

Océane et François (Comité jeunes Bordeaux)

POUR SORTIR DE LA CRISE ÉCOLOGIQUE, SORTIR DU CAPITALISME

La Terre est de plus en plus sollicitée, maltraitée, érodée. Nos sols féconds qui ont permis l'aventure de l'humanité, s'épuisent plus vite qu'ils ne se reconstituent. Au rythme de leur érosion, pourront-ils nourrir les 9 ou 10 milliards d'individus qu'il y aura vers le milieu du XXI^{ème} siècle ?

Les inégalités et les problèmes environnementaux d'aujourd'hui proviennent du capitalisme. Il nécessite une expansion économique ininterrompue et un marché en plein essor pour les consommateurs. Ce n'est tout simplement pas possible sur une planète limitée.

Le productivisme au cœur du fonctionnement du système

Toute l'économie est concernée par l'émission des gaz à effet de serre : l'anarchie des transports de personnes et de marchandises, l'énergie requise pour la production manufacturière ou la production agricole...

Les sources du productivisme sont au cœur du capitalisme, qui est soumis à deux contradictions majeures. La première est la baisse du taux de profit : plus il développe les moyens de production (machines, informatique), plus il doit augmenter le volume de ces productions pour maintenir le même taux de profit. Pour survivre, il doit donc être en perpétuelle expansion en s'appropriant de nouvelles ressources (par les guerres, les conquêtes...) ou en privatisant un nombre grandissant de secteurs (Éducation, services...). Cette logique s'accompagne d'une augmentation illimitée des moyens de production.

La seconde contradiction est la plus-value. Une fois une marchandise créée, il faut bien la vendre. Il n'y a pas de capitalisme sans société de consommation, sans publicité et sans productivisme. Le capitalisme ne peut vivre sans ses objets inutiles et sans ses transports anarchiques. Par exemple, les ingrédients nécessaires à la fabrication d'un pot de yaourt aux fraises parcourent près de 10 000 km avant d'être réunis, avec à la clé la consommation de 40 grammes d'équivalent en pétrole par kilo de yaourt. Un tel système a ainsi conduit entre 1970 et 1997 au triplement du transport terrestre sur route.

Le capitalisme mondial dépend des énergies fossiles et des produits pétrochimiques bon marché pour produire. Il doit céder le pas à l'agriculture organique et aux productions locales. La nourriture, comme les autres produits de

première nécessité, doit être cultivée localement dans toute la mesure du possible.

Pour éviter une augmentation dépassant 2°C, les pays industrialisés doivent réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 80 à 95 % d'ici 2050. Or les combustibles fossiles fournissent 80 % de l'énergie consommée au niveau mondial.

Quelques degrés de plus, en moyenne, entraînent des variations beaucoup plus fortes pour certaines régions ou certains mois de l'année.

Le climat a déjà changé : onze des douze dernières années sont les plus chaudes jamais enregistrées depuis 1850, la température globale a grimpé en moyenne de 0.74°C depuis cent ans. Des précipitations plus violentes ont été observées dans certaines zones, quand l'assèchement progresse dans les régions déjà arides.

Sortir du nucléaire

Durant sa campagne, François Hollande avait affiché l'objectif de réduire de 75 à 50 % la part du nucléaire dans notre production électrique d'ici 2025. Il affirme aujourd'hui son soutien au nucléaire en vendant l'Evolutionary Power Reactor (EPR) en Inde et en défendant les intérêts d'Areva en Afrique.

Après la Seconde guerre mondiale, le gouvernement français a pris la décision de faire du nucléaire un « fleuron de l'industrie française ». Les centrales ont été implantées sur le territoire sans aucun débat, les décisions ont été prises dans la plus grande opacité. Depuis cette période, cette énergie reste le domaine réservé du chef de l'État, sans aucun contrôle.

Avec le choc pétrolier de 1973 et l'augmentation du prix de l'essence, l'énergie atomique apparaissait comme la solution bon marché. Elle représente aujourd'hui 75 % de la production d'électricité en France.

Son maintien nécessite des investissements réguliers. Areva n'a que très peu de liquidités, il lui est donc nécessaire d'augmenter la consommation électrique afin de vendre de nouvelles centrales. Le modèle atomique nous enferme dans un schéma de consommation toujours plus important, sans poser la question des énergies alternatives ou du mode de production.

La production du nucléaire entraîne un risque constant. Son histoire en est d'ailleurs jalonnée. Dès les premiers essais au début des années 1940, des bombes ont été perdues, des sous-marins nucléaires coulés... jusqu'à la catastrophe de Fukushima en 2011.

En France, ses dangers sont de différentes natures. La centrale de Tricastin (vallée du Rhône) est placée

sur la zone sismique la plus active de France. Le transport et le fonctionnement connaissent évidemment des aléas. Les déchets restent un problème constant et aucun traitement propre n'a encore été trouvé...

Tous ces problèmes invitent à remettre le mode de production énergétique en cause et à préparer la sortie du nucléaire. L'argument le plus fréquemment utilisé contre cette sortie est l'augmentation du chômage. La CGT-Énergie a tenu ce discours pendant la campagne présidentielle, comme le PCF, la droite et une partie du PS. Selon ces dires, sortir du nucléaire reviendrait à supprimer des milliers d'emplois. Cet argument néglige la santé des travailleurs, notamment des intérimaires du nucléaire qui sont les plus exposés aux radiations et travaillent dans des conditions exécrables.

Mais face à la crise écologique, il est impensable d'opposer la question sociale au problème environnemental. Un appel de syndicalistes de Strasbourg pour la fermeture de la centrale de Fessenheim a permis de montrer que la fermeture de centrales, bien loin de supprimer des emplois, pourrait en créer... À condition de lancer les recherches sur les énergies renouvelables et, surtout, de commencer à les utiliser.

L'enjeu aujourd'hui est donc de renationaliser EDF et GDF, de créer un service public de l'énergie qui s'appuie sur des unités de production localisées et cela sous le contrôle des salarié-es et des usager-e-s.

Sortir du capitalisme !

Le système capitaliste est donc incompatible avec toute forme de transition énergétique. Il ne fait que ruiner la planète. L'enjeu est de savoir quelle alternative on oppose à ce système et comment y parvenir. Une rupture profonde avec le mode de production actuel ne peut pas venir d'une accumulation de réformes parlementaires. Il s'agira bien de rompre le plus rapidement possible avec ce système et donc de transformer radicalement la société.

L'écossocialisme est un courant de pensée qui vise à rompre avec l'idéologie productiviste du progrès, aussi bien dans sa forme capitaliste que stalinienne. Il s'agit d'élaborer un projet émancipateur qui ne fasse pas l'impasse sur la question climatique, mais l'intègre dans son modèle. Il faut réussir à lier la volonté de transformation des rapports de production, rompre avec l'exploitation capitaliste sans minimiser la transformation du mode de consommation, et de la sauvegarde des équilibres écologiques.

Dans une période de crise économique, sociale et écologique, il est plus que jamais nécessaire de chercher à satisfaire les besoins sociaux tout en préservant l'écosystème sans lequel les êtres humains disparaîtraient.

Être anticapitaliste aujourd'hui signifie donc proposer un projet de société alternatif qui fondé sur deux axes : l'expropriation des possédants et une planification écologique et démocratique de la production de biens.

Le capitalisme cherche à augmenter ses profits, il en vient à marchander des biens comme l'eau, les multinationales comme Suez l'ont bien compris. Il est donc nécessaire de supprimer la propriété privée des moyens de production, d'exproprier les groupes capitalistes, et donc d'étendre les services publics à différents domaines, comme le logement, ou de les renforcer dans d'autres comme la santé, l'éducation, les transports... Sans cela, toute volonté de changement serait anéantie par leur puissance.

La question est : qui dirige dans une telle société ? Les bilans de l'URSS, de sa planification étatiste et bureaucratique nous rappellent que si l'État est aujourd'hui au service de la classe dominante capitaliste, un État bureaucratique peut également être au service d'une couche de profiteurs.

La seule garantie d'une gestion démocratique est de renverser les institutions actuelles, d'instaurer un pouvoir démocratique des travailleurs et de la population, des plus bas échelons (les entreprises, les quartiers...) jusqu'au sommet. Un tel pouvoir permettrait à l'ensemble de la population de participer aux choix de productions, de planifier et de réorganiser la société sur des bases rationnelles et viables.

Le capitalisme est aujourd'hui en bout de course. Pour se pérenniser, il ne peut satisfaire les besoins sociaux ni combattre le changement climatique. Aujourd'hui, la tâche des anticapitalistes est donc de regrouper celles et ceux qui veulent affronter ce système et construire une société fondée sur la satisfaction des besoins sociaux et la préservation de l'environnement.

Alexis et Pierre (Comité jeunes

Strasbourg)



Les sommets de l'ONU sur le développement durable ont débouché sur des objectifs écologiques et sociaux, mais sans engagements précis. Les ONG ont dénoncé l'absence de but contraignant et de résultat concret : « Dans l'avenir que nous voulons, il y a de l'engagement et de l'action, pas seulement des promesses ».

Le traité international de Kyoto a été signé en 1997 par 171 pays, et un nouveau traité pour la période 2013-2017 s'est décidé pendant le Sommet de Copenhague en 2009.

Malheureusement, le Sommet de Copenhague a été le théâtre des incohérences et des égoïsmes des États en matière de coopération internationale et de politique climatique.

Les États industrialisés, les pays en voie de développement et les pays émergents ne se sont pas mis d'accord sur les façons de réduire les émissions de gaz à effet de serre au sein de leur pays avec des objectifs à court, moyen et long terme.

La création d'un « Fonds climatique vert de Copenhague » a été spécifiée dans l'accord : il soutiendra la lutte contre la déforestation, le développement des énergies renouvelables, l'aide aux conséquences du réchauffement climatique pour les pays les plus démunis. Le chiffre de 100 milliards de dollars d'aide d'ici 2020 a été évoqué, mais sans répartition des parts à verser par les pays donateurs ni répartition des montants et des pays qui recevront ces aides. La mise en place d'une instance internationale chargée de vérifier les engagements en termes d'émissions de gaz à effet de serre est également un échec.

« IL EST TEMPS DE POSER LE SOCIALISME COMME ALTERNATIVE »

Interview d'Alexander Marin, jeune membre de la direction de Marea Socialista.

Marea Socialista est un courant de la gauche du PSUV (Partido Socialista Unido de Venezuela), le parti de Chavez et Maduro. L'interview qui suit a été réalisée à l'occasion du camp international de la jeunesse à Buenos Aires qui a réuni plus de 1500 jeunes d'extrême gauche de tout le continent sud-américain.

L'ÉA : Comment le Venezuela a-t-il vécu

la mort de Chavez ?

Alexander : La mort de Chavez a été l'occasion d'une grande mobilisation populaire qui montre à quel point le processus qu'il a engagé est important. Il ne fait aucun doute que Maduro, son successeur, va gagner les prochaines élections présidentielles (1). Le lien entre le gouvernement et le peuple est un lien direct et le niveau de

politisation de la société est extrêmement élevé ; c'est pour ça que nous pensons qu'il faut renforcer le processus révolutionnaire. Le moment est venu pour avoir un grand débat sur la transition au socialisme.

L'ÉA : Que va défendre Marea Socialista dans ces élections ?

Alexander : Sans souci, nous allons défendre la candidature de Maduro face à la droite. Malgré tout, nous avons des critiques sur la politique du PSUV. Nous souhaitons réellement que l'on pose au sein du PSUV et au sein de la population la question du processus. Nous pensons que trois combats essentiels doivent être menés conjointement : s'attaquer plus fortement à l'emprise économique du capital encore très présent dans les secteurs économiques importants, lutter contre la bureaucratie qui est un des fléaux du processus et enfin refuser toute

alliance avec des secteurs, même progressistes, de la bourgeoisie. Maduro aura le choix entre approfondir le processus et tendre vers la social-démocratie : nous ferons tout pour que ce soit la première solution qui triomphe.

L'ÉA : Et la droite dans tout cela, quelle menace représente-t-elle pour le processus ?

Alexander : Le secteur économique est important et possède un poids réel avec une vraie capacité de mobilisation. Le problème est que le Venezuela est pétrodépendant (le secteur représente 85 % de l'économie) et qu'il y a une grande contradiction entre poursuivre un processus révolutionnaire tout en dépendant des marchés internationaux. C'est par ce biais que la bourgeoisie pèse. Si elle n'est pas encore en capacité de gouverner, elle a la possibilité

d'influencer la politique gouvernementale. C'est en ce sens que je parlais du choix de Maduro entre sa gauche et sa droite.

L'ÉA : Comment envisagez-vous le futur ?

Alexander : La situation mondiale, la crise, montrent bien la faillite du capitalisme. En ce sens, le chemin ouvert par Chavez, s'il n'est pas parfait, n'en reste pas moins le seul processus existant qui affronte le capitalisme dans une posture offensive. Nous y intervenons pour ne pas permettre ni le triomphe de la bureaucratie, ni un revirement social-démocrate. Il faut dès maintenant aller plus loin, approfondir le processus révolutionnaire. Il est temps de poser le socialisme comme alternative.

Propos recueillis par Antoine (Le Mans)

(1) Interview réalisée le 7 avril

MALI : QUATRE MOIS DE GUERRE, ÇA SUFFIT !

La guerre au Mali n'en finit pas de « toucher à sa fin ». La date de départ des troupes françaises est passée d'avril à « avant fin juillet »... Lors du débat au parlement le 22 avril, il n'y a eu aucun vote contre la poursuite des opérations !

Nous, militants anti-impérialiste et anticapitalistes, refusons l'« union nationale » et accusons l'État français d'être à la racine même de ce conflit, de l'avoir provoqué ! Après la période coloniale, les nations occidentales ont cherché des moyens plus pernicieux que l'invasion militaire pour profiter des ressources humaines et naturelles de ce continent.

Aux origines des pratiques néo-coloniales

C'est naturellement avec le néolibéralisme que le néo-colonialisme est arrivé. Il a pris la forme d'une dette odieuse, les États impérialistes « prêtant » des sommes considérables aux pays pauvres pour les « moderniser » et « assurer leur développement ». Depuis, ils n'en finissent plus de payer des intérêts exponentiels. Leur seule solution devient de privatiser et d'offrir des marchés juteux aux multinationales étrangères.

En 2010, la France était le quatrième fournisseur du Mali, avec 280 millions d'euros. Elle importait essentiellement du coton et de l'or. Mais ce qui est décisif pour elle, ce sont les mines d'uranium situées à proximité du nord du Mali et ont été à plusieurs reprises l'objet d'attaques des djihadistes.

Une sale guerre pour de sales intérêts

Le Niger approvisionne en uranium, à hauteur de 30 à 40 %, Areva pour des prix défiant toute concurrence. Ce même uranium fait tourner un tiers des centrales nucléaires en France.

Des « Forces spéciales » de l'armée française sont déployées pour protéger directement la sécurité des mines d'uranium d'Areva, au Niger voisin. Du « jamais vu », selon un éditorial du journal Le Point (pas vraiment anticapitaliste), qui ajoute : « Jusqu'à présent, les forces spéciales françaises ne participaient pas directement à la sécurité d'intérêts privés. »

Mais il est toujours temps d'innover, quand il faut assurer la stabilité des pays africains francophones et permettre aux multinationales de continuer à les exploiter.

Les opposants à la guerre sont aujourd'hui minoritaires, y compris dans la population malienne résidant en France. C'était le cas des opposants aux guerres d'Algérie, du Vietnam ou d'Afghanistan, à leurs débuts. Mais l'avenir ne manquera pas de prouver que les aventures belligérantes sont des impasses. C'est pourquoi nous continuons de dénoncer le caractère impérialiste et illégitime de l'occupation du Mali.

Correspondant

SOUS LE SOLEIL DE L'INTERNATIONALISME

Du 2 au 11 août, cinq cents jeunes révolutionnaires se retrouveront dans un camping pour débattre, échanger et préparer les luttes anticapitalistes. Cette année les Rencontres internationales de jeunes ont lieu en Grèce, au cœur des luttes contre l'austérité et la domination capitaliste en Europe.

Ce sera l'occasion de rencontrer des militants venus des pays gravement touchés par les politiques de rigueur : Espagnols, Italiens, Grecs, Portugais... L'Europe du nord n'est pas en reste : des Allemands, des Britanniques ou des Danois pourront témoigner des catastrophes sociales qui ont permis aux dirigeants de maintenir les profits de l'industrie et des banques.

Nous rencontrerons aussi des militants au cœur des révolutions de Tunisie ou d'Égypte et des camarades philippins qui luttent contre l'impérialisme états-unien, parfois les armes à la main.

Des débats sont organisés sur la crise et la stratégie révolutionnaire, l'antifascisme et l'antiracisme, les luttes pour l'égalité ou l'écologie. Comment lutter contre les néonazis en Grèce ? Quelles perspectives pour les révolutions arabes ? Comment lutter contre la libéralisation de l'Éducation ? Quels bilans de la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ? Que peut-on faire contre l'homophobie en France ?

Ces débats seront abordés dans une ambiance de solidarité, de fête et d'auto-organisation. Boire un verre entre camarades, danser jusqu'au bout de la nuit ou dormir après une journée trop chargée... Il y en a pour tous les goûts ! Mais contrairement aux autres campings, les tâches sont prises en charge collectivement : tout le monde nettoie les sanitaires ou sert au bar ! Il n'y a pas de place au camp pour l'exploitation ou l'oppression !

Soufyene (Comité jeunes Paris 7)

Participation et voyage : 300 euros ; apporter sa tente, sa gamelle, sa gourde et sa casquette (en Grèce il fait très chaud !). Pour s'inscrire verser 20 euros d'arrhes aux militants du NPA les plus proches.

Pour aider plus de camarades à y aller, participez à la solidarité : <http://www.npa2009.org/souscription>

Les 31 mai, 1er et 2 juin, PARTICIPEZ AUX

TROIS JOURS POUR CHANGER LE MONDE !

Trois jours de débats et de formation organisés par les jeunes du NPA à Paris

En présence d'Olivier Besancenot

Inscrivez-vous aux Rencontres

INTERNATIONALES DE JEUNES

Du 3 au 10 août en Grèce (prévoir de partir le 1er et de rentrer le 12)

contact-jeunes@npa2009.org

24 HEURES DANS LA TÊTE DE... FRIGIDE BARJOT

8h : ce que je suis fatiguée ! Aller d'un plateau télé à l'autre et se coucher tard, c'est vraiment crevant. J'ai l'impression d'être comme une artiste connue qui se couche tard après ses spectacles... Quand j'étais humoriste, ça ne m'arrivait jamais. Personne ne venait me voir et je pouvais me coucher tôt.

10h : bon, c'est pas le tout, mais il faut que j'aille à la messe. C'est là que je recrute la majorité de mon mouvement. C'est moins fun que les gens que je voyais quand je fréquentais le milieu gay. Mais au moins ce sont des gens respectables. C'est quand j'ai assisté à un rassemblement du pape, en 2005, que j'ai eu envie d'organiser moi aussi des manifs. On était plus de 3 millions. Je crois que c'est moitié moins que dans la dernière Manif pour tous... Heu, non, peut-être pas. Je ne sais plus, j'ai toujours du mal avec les chiffres. Bon, disons que la prochaine fois j'annoncerai que nous étions 6 millions. La

police socialo-communiste dira qu'on était moins de toutes façons.

11h30 : ah, quel beau service ! J'ai bien aimé ce sermon. Je m'en inspirerai lors de mes prochains discours. Nous sommes contre le mariage entre homosexuels, car ça fait du mal aux enfants, mais nous ne sommes pas forcément tuer tous les homos. Comme l'expliquait Benoît XVI, tout le monde a des défaillances...

C'est comme nos amis intégristes d'extrême droite, que Saint-Benoît a eu le courage de réintégrer dans l'Église. Moi aussi, j'ai intégré mes amis d'extrême droite à mes manifs. Jean-Marie Le

Pen, d'abord. Je le connais depuis toute petite. À la maison, on l'appelait « Tonton-führer ». Gilbert Collard aussi est sympa. Bon, j'aurais bien aimé qu'on ne me prenne pas en photo en train de lui faire la bise. Comment expliquer que je suis contre les fachos après ?

12h30 : pour le déjeuner de famille, c'est raté. On ne va quand même pas aller chez ce gauchiste de Karl Zéro. Il va encore nous faire la morale. Il est jaloux parce que maintenant je passe plus à la télé que lui. Tiens, d'ailleurs, j'ai encore quinze interview cet après-midi.

14h : on s'étonne de mon aisance à faire des discours...

Mais avec Basile, on a quand même écrit la moitié de ceux de Pasqua. Tout le monde n'a pas compris qu'on faisait de l'humour quand on lui faisait dire qu'il était honnête, qu'il n'avait aucun lien avec la mafia, que « les promesses des hommes politiques n'engagent que ceux qui les reçoivent » ou que « la démocratie s'arrête là où commence la raison d'État. » Les gens ne savent pas rigoler !

18h : ça y est, j'ai pu expliquer à toute la presse que les médias ne me laissaient pas parler. Bon, pour ce qui est de la loi, je crois qu'on a perdu. Le lobby socialo-pédéraste est décidément trop fort. On a tout essayé : dire que la priorité c'était les licenciements, alors

qu'aucun de nous n'a jamais vu un ouvrier de sa vie ; dire qu'on était contre agressions d'homos tout en appelant à verser le sang... Personne ne nous a cru... à part Bongibault, mais il est vraiment bête lui. On a dit qu'on n'était pas un mouvement politique alors que tous les dirigeants de l'UMP m'ont reçue... Et Hollande aussi. Il est beaucoup plus marrant que Sarko, je dois reconnaître ce mérite au président-dictateur.

Là il était bloqué, c'était sa promesse de campagne. Et puis le pauvre, il a bien besoin de ça pour faire croire qu'il est de gauche. Mais il n'essaiera pas de s'aventurer sur la PMA. On a au moins cette victoire.

Et puis l'autre victoire, c'est que maintenant les gens connaissent mon nom. Il y en a même qui savent que je suis humoriste à côté. Il faudrait peut-être que je me remette à écrire et à jouer des sketches d'ailleurs.

Le problème, c'est que je ne suis pas très douée en fait... C'est pour ça que je n'ai jamais eu de succès.

20h : Non, décidément, je ne peux pas retourner à ma vie normale. Il faut qu'on continue à lutter, sinon tout le monde va m'oublier. Vite, il faut que j'écrive un communiqué pour appeler à une prochaine manif ! Cette fois, nous serons douze milliards !

ZOMBIES, LUTTE DES CLASSES ET IDÉOLOGIE

Margaret Thatcher est décédée le 8 avril 2013. Elle symbolisait la société dans laquelle nous vivons : une société injuste qui préfère détruire la vie de millions de jeunes et de travailleurs pour le bien-être d'une poignée de capitalistes. Une société qui vit une longue fuite en avant où la crise s'accroît qu'elle soit économique, politique ou écologique... Mais Maggie reviendra car les zombies sont à la mode en période de crise.

Que représentent les zombies ?

Les zombies ne sont pas seulement des morts-vivants qui mangent les encore-vivants, mais une représentation politique du déclin de la société. Les zombies de la culture haïtienne symbolisent la vengeance des esclaves, ceux de Romero symbolisent la défaite de l'Occident. Quant aux zombies de The Walking Dead, ils symbolisent le plus souvent une critique de la société, à une époque de crise économique.

Maggie, hors de sa tombe, irait directement manger un peu de viande dès que celle-ci se présenterait devant

elle. Derrière cette faim féroce, il s'agit d'une critique de la société de consommation. Le consommateur se jette sur tout ce qui lui est offert sans forcément avoir besoin de tel ou tel produit. Ainsi Maggie sauterait sans hésitation sur tout ce qui bouge ou respire encore, sans pouvoir s'arrêter, ni dominer la pulsion de consommation d'un produit qui se fait de plus en plus rare. Les zombies sont ainsi condamnés à ne plus pouvoir consommer, se sustenter mais sans pouvoir mourir : une condamnation à un désir éternel sans pouvoir se rassasier.

Maggie sortant de sa tombe serait décomposée, sanguinolente, titubante... une inversion des codes mis en avant par la société : l'être vivant doit être beau. Nous avons son inverse, le zombie. Ces films nous offrent ce contraste entre le vivant et le mort-vivant qui n'est pas juste là pour faire peur mais pour montrer l'absurde des normes et de la beauté d'une société narcissique.

Une masse individualiste

Maggie, en bonne ultra-libérale qu'elle est, serait aussi individualiste comme

tous les zombies. Bien qu'ils agissent telle une énorme masse, ils ont toujours un comportement solitaire sans aucun lien social entre eux.

Derrière cette image, il s'agit d'une critique de l'individualisme prôné dans la société. Les protagonistes ne s'en sortent qu'en s'organisant collectivement. Preuve en est, dans la série The Walking Dead, où les faiblesses des encore-vivants apparaissent quand ils commencent à se diviser. L'action collective est leur seule chance de survie.

Un petit changement a eu lieu dans Land of the Dead de Romero, où les zombies s'organisent collectivement pour ne plus subir les assassinats des encore-vivants. Ce film se distingue aussi par une critique plus acerbe d'une société organisée en classes où les riches vivent dans un building et les autres dans un ghetto. Les zombies s'organisent alors collectivement car ils sont abattus sans raison par les vivants qu'ils ne menacent même pas. Une fois organisés, ils ne cherchent pas à consommer plus d'humains que nécessaire mais à se sauver eux-mêmes. La critique devient alors

plus fine. Les zombies représentent une couche opprimée de la société, avec une classe ouvrière elle-même exploitée par les riches. Romero nous offre ici un parallèle avec ce que peut être la division entre les patrons, la classe ouvrière blanche exploitée qui profite en partie de l'oppression d'une couche encore plus opprimée. La seule solution possible est l'alliance, indirecte, entre les exploités et les zombies pour mettre à mal ce système et abolir les classes sociales.

Mais Maggie n'a pas à s'inquiéter. Les films de zombies nous promettent que la situation ne changera jamais. La longue fuite en avant continuera et personne ne pourra y mettre fin. Elle pourra rester, en bonne zombie, à se balader dans les rues, dans un monde où les inégalités de classes n'existent plus. Au moins un bon point pour la voir revenir d'entre les morts ?

Hermann (Comité jeunes 92 nord)

ABONNEZ-VOUS !
à Tout est à nous !

TOUT! est à nous
Retrait du projet sur les retraites
C'est MAINTENANT
et c'est POSSIBLE!

TOUT! est à nous
Retraite anticipée pour Sarkozy et Woerth !
CASSEROLE D'HONNEUR
QUELLE CASSEROLE ?

Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville
Prénom Téléphone
Statut : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue RICHARD LENOIR, 93 100 MONTREUIL
CONTACT-JEUNES@npa2009.org // Rédaction : ETINCELLE.ANTICAPITALISTE@GMAIL.COM
npa.jeunes.free.fr // 01 48 70 42 30

- Je VEUX m'abonner au JOURNAL (à PARTIR DU NUMÉRO...) POUR 10 € POUR 10 NUMÉROS (chèque à L'ORDRE DE APEIJ)
- Je DÉSIRES PRENDRE CONTACT avec Les Jeunes du NPA